

SPÉCIAUX BERLIN LONDRES. ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre. ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS. TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-57 PUBLICITÉ ANNONCES : 110 Rue Réaumur - Téléphone 225-10

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS			
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste			
1 AN	6 MOIS	3 MOIS	1 MOIS
48 fr.	9 fr.	4 50	1 50
et Seine-et-Oise			
Départements	21	10 50	5 25
et Colonies			7 75
Etranger			
Union Postale	31	16 50	9

L'INQUISITION en ESPAGNE

Le docteur Queraltó est condamné deux fois pour avoir saisi l'opinion



Le Docteur QUERALTÓ

Il existe, à Barcelone, une institution dirigée et administrée par la fine fleur de la bourgeoisie ultra-cléricale et réactionnaire, connue sous le nom de « Patronato Antituberculoso de Cataluña ».

Il y a quelque temps, les médecins du Patronato s'aperçurent qu'un des pensionnaires portait, tatoué sur le bras, l'inscription « Vive l'anarchie ! ».

Le condamné alla en appel... Et voici : le docteur Queraltó est définitivement condamné à sept années d'exil et à 1.500 francs d'amende.

Une Physionomie curieuse

JOAQUIN MILLER, LE THÉORICIN DU « LOGEMENT INDIVIDUALISTE »



JOAQUIN MILLER SUR LE SEUIL DE SA MAISON

Tout au fond de la Californie, sur une hauteur dominant la merveilleuse baie de San-Francisco et en face de la célèbre « Porte d'Or », une cérémonie funéraire étonnante eut lieu le 17 février dernier.

C'était une physionomie bien curieuse celle de ce vieux poète de « l'Ouest lointain » des États-Unis. Né dans l'Indiana il y a soixante-deux ans, il était parti tout enfant pour l'Oregon et avait ensuite travaillé dans les mines d'or de Californie.

Les horreurs de la guerre

EST-CE UN DEMI-AVEU ?

Sous le titre : « Un nouveau démenti à d'odieuses calomnies », le *Matin* a publié hier ce qui suit, sous la signature de M. Hubert Jacques :

Casablanca, 9 mars. — (Dépêche particulière du *Matin*). — Je suis autorisé à démentir catégoriquement la récente information de laquelle il résultait que le général Franchet d'Espèrey, marchant sur le casbah d'Anfous, aurait voulu faire achever, des blessés et les aurait abandonnés sur la route, où ils auraient été ensuite massacrés par les Marocains, et que de ce chef le général Lyautey lui aurait infligé trente jours d'arrêts.

La vérité absolue est que pas un seul blessé ni un seul tué ne fut abandonné pendant les opérations contre le casbah d'Anfous, et que jamais le général Franchet d'Espèrey, qui le 19 février reçut des mains du résident général la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, ne fut frappé d'une punition quelconque.

Ce fut au cours des opérations de la colonne Brulard, marchant en toute hâte sur Dar-el-Kadi pour délivrer le détachement Messoutier, assiégé depuis plus d'une semaine, que dix-huit cadavres furent abandonnés sur le terrain du combat.

Le commandant ne se résolut à cette pénible nécessité lorsque tous les chevaux disponibles de la colonne ayant été tués, aucun moyen de transport ne subsistait plus, et que chaque cadavre qu'on voulait relever, sous le feu violent de l'ennemi, occasionnait inutilement de nouvelles pertes.

Ces cadavres furent d'ailleurs retrouvés et ramené à Mogador, où ils ont été inhumés. Un monument va être élevé à la mémoire de ces braves, héroïquement tombés dans l'une des affaires les plus dures que nous ayons eues au Maroc.

J'ai tenu à donner impartialement tout le document. Je répète que les démentis par la voie de la presse ne signifient rien et nous réclameons davantage. Mais je veux noter que dans le récit de M. Hubert Jacques, déjà la vérité filtre.

Relisez les deux passages soulignés : Dix-huit cadavres ont été abandonnés ! Chaque cadavre était relevé sous un feu violent de l'ennemi qui occasionnait de nouvelles pertes ! Qui nous dira si, à cette heure tragique, l'affolement aidant, on n'a pas laissé sur le champ de mort, péle-mêle, cadavres et blessés ?

Oui, la vérité filtre. Mais nous en prenons l'engagement, nous la saurons tout entière. Si nous avons été trompés nous le dirons loyalement ; si nous avons dit vrai, les coupables devront être châtiés.

P. R.

ÉCHOS

DE L'ARGENT PERDU

La tenue « réséda » a vécu !

On ne verra plus se promener dans les rues ni monter la garde devant les ministères les soldats du 28^e d'infanterie qui avaient été choisis pour expérimenter le nouvel uniforme.

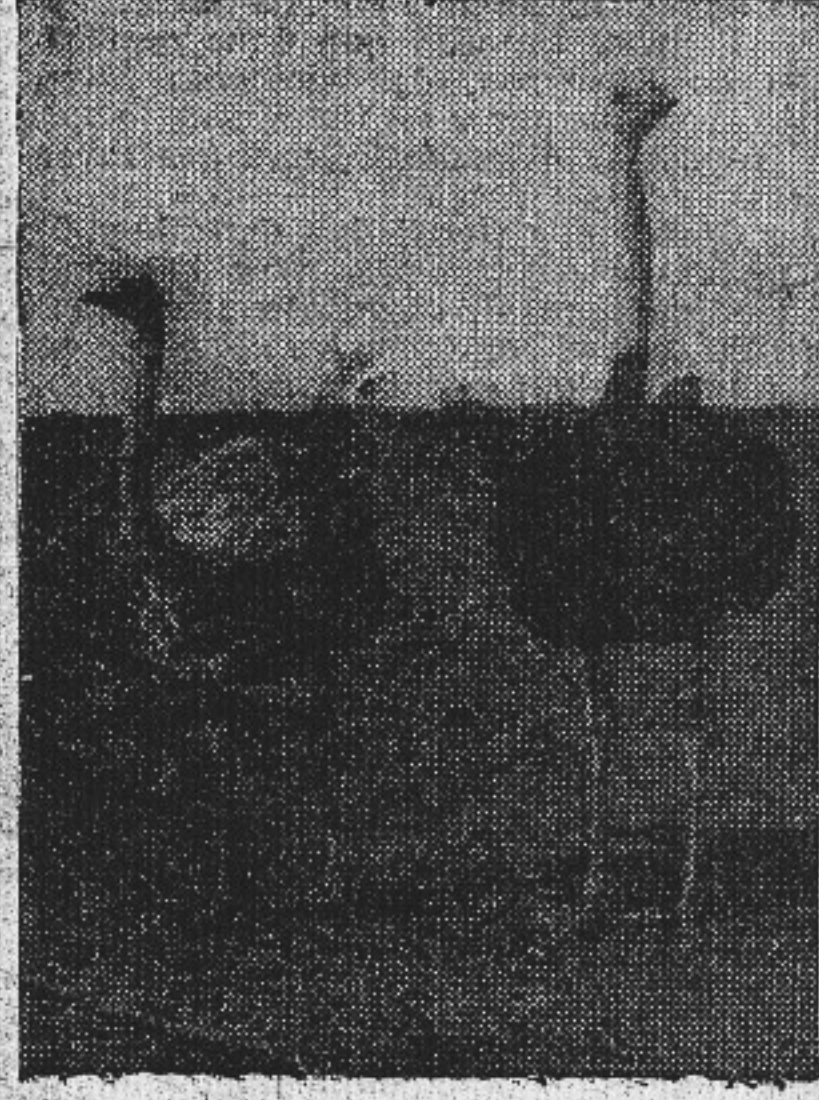
Des ordres ont été donnés pour faire cesser le port de ces effets qu'on trouvait fantaisistes et inharmonieux.

C'est parfait — mais ce qu'on ne dit pas, c'est que cette expérience malheureuse aura coûté 350.000 francs !

Une paille...

CRÉATRICES de L'AVANT-MODE

Fleuristes et Plumassières protestent contre les fabricants qui « sabotent » leur métier



Les Autruches du Cap qui donnent les plus belles plumes du monde.

La fleur artificielle qui s'épanouit en corolles ou en guirlandes sur les chapeaux féminins, la plume qu'on y voit palpitier en altes ou en agriffes sont essentiellement « articles de Paris ». Elles ont des qualités très parisiennes, elles ont « du chic », de la grâce et de la légèreté.

Or, cette industrie charmante est menacée ; cette grâce, ce « chic », cette légèreté sont appelées à disparaître : les ouvrières syndiquées l'ont affirmé en ces jours derniers par le moyen de petites affiches qui portaient ce titre excellent : *Contre les Mufles*.

Des bouquets, des plumets

Pour faire une fleur artificielle, on établit d'abord le cœur que l'on remplit de graines, puis on bouille les pétales, c'est-à-dire qu'on leur imprime une cambrure à l'aide d'une boule chaude, à moins qu'on ne les gaufre avec la pince, enfin on colle les pétales ou bien on les enfle sur une monture de fil de fer pour achever la fleur.

Depuis plusieurs années, la fleur est en déclin, elle souffre d'une crise grave. Par contre la plume est triomphante.

Les grands marchés aux plumes sont Londres et Marseille. Les négociants en gros vendent aux fabricants les plumes brutes ou « origine ». Le teinturier leur confère ces couleurs éclatantes et ces « dégradés » savants qui font la joie des modistes.

Alors, la plumassière s'en empare. Elle passe les plumes à la vapeur d'eau qui les gonfle, en éliminant les fibres et les rend susceptibles d'être travaillées. À l'aide d'une pince, l'ouvrière dispose les barbes conformément au modèle donné, les frise, les arrondit et assemble les plumes sur une queue de fer : c'est la monture.

Quant aux ailes, elles sont collées sur une carcasse et on en remplace la base ou pied.

Pour supprimer l'apprentissage

Toute la valeur de l'assemblage, toute l'élégance de la parure dépendent du goût de l'ouvrière : le même travail, confié à six plumassières, est exécuté de six façons différentes.

Une bonne fleuriste, une bonne plumassière, savent fabriquer une fleur complète, savent monter entièrement un bouquet de plumes. Et voilà qu'une extrême division du travail commence à s'introduire en certains ateliers parisiens, voici que l'on se prend à enseigner aux apprenties non point l'ensemble de la besogne, mais une infime partie. Celle-ci — fleuristes — apprendra qu'à faire des cœurs et, sa vie durant, ne saura point faire d'autre chose. Celle-là saura bouler, cette autre gaufre. Mais quant à fabriquer la fleur entière, elles en seront toutes incapables. Parmi les apprenties plumassières, telle saura faire la monture, telle passera à la vapeur, telle autre remplira. Mais aucune ne saura exécuter le travail complet. C'est la catastrophe, la première de table, qui assemble les pièces.

Aussi les maisons qui mettent en usage ce procédé de fabrication possèdent-elles à demeure, bon gré mal gré, des manœuvres féminins qui produisent beaucoup et ne coûtent pas cher. Car les ouvrières laissent volontairement en une ignorance quasi-totale ne peuvent sortir des ateliers qui les ont si mal « formées ». Chaque fabricant a ses modèles et qui sait exécuter — copier — le modèle d'une maison, ne sait pas reproduire ceux des autres, et surtout, surtout, dans les maisons moyennes, la besogne change chaque jour, chaque jour on offre des créations à la clientèle : pour les fabriquer, il faut des ouvrières consommées et non des machines à produire des pièces détachées.

Le résultat de cette méthode ? C'est qu'elle supprime toute initiative de l'ouvrière, c'est qu'elle rend inutiles son ingéniosité, son bon goût inné, son sens de l'harmonie, son instinct de couleurs. C'est qu'elle lance des produits à bon marché qui sont aux fleurs et aux plumes des ouvrières qualifiées ce que la dentelle mécanique est à la Chantilly, ce que le chrono des paquets de chicorée est aux pastels de Latour.

Le résultat ? C'est que la réputation de Paris est battue en brèche. C'est que les commandes de l'importation ont déjà baissé et que si les fabricants cupides s'entendent dans leur erreur, ils ruineront un gracieux métier féminin, mais ils tueront en même temps la poule aux œufs d'or qui les enrichit !

L.-M. BONNET

Pour la Défense nationale CONTRE LE SERVICE DE TROIS ANS

NOUS RÉCLAMONS :

- 1° L'ARBITRAGE INTERNATIONAL pour tous les conflits ;
- 2° Le RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND ;
- 3° Les MILICES NATIONALES ;
- 4° L'IMPOT SUR LA RICHESSE pour payer les dépenses militaires.

Dimanche 16 Mars

AU PRÉ-SAINT-GERVAIS MANIFESTATION POPULAIRE

Démasqués

Par les impressions que nos amis ont recueillies en beaucoup de régions, par l'énorme courrier qui nous apporte chaque jour les encouragements et les idées de citoyens de toutes les classes, il apparaît que contre la réaction militaire et le service de trois ans un formidable mouvement se prépare. Dans les lettres qui nous arrivent de toute part, il y a comme un cri de reconnaissance pour le Parti socialiste qui a vigoureusement engagé la lutte. La manifestation énergique par laquelle il a accueilli la loi fustige a eu un écho profond. Elle a averti les citoyens, submergés par le tumulte de la presse et de ses mensonges, que le Parti socialiste était résolu au combat contre une odieuse entreprise qui menace la France dans ses forces vives de défense et de production, comme elle menace la démocratie dans son droit.

Et tous, ils élèvent leurs protestations, formulent leurs idées, suggèrent avec leur bon sens et leur expérience des choses militaires les moyens de garantir le pays contre toute surprise, sans faire le jeu de la réaction la plus perfide. Ah ! oui, c'est un mouvement salutaire et formidable qui se prépare, vraiment populaire et vraiment national. Comme la réaction cléricale et militaire a payé cher le crime commis par elle dans l'affaire Dreyfus, elle paiera plus cher encore le crime plus vaste qu'elle organise contre le peuple de France.

Les machinateurs commencent à percevoir des symptômes inquiétants pour eux du mouvement qui se fait dans les esprits. Et ils voudraient briser le coup. Ils n'y réussissent pas, et chaque jour fera tomber un de leurs mensonges.

Le *Temps*, depuis des semaines, essaie d'affoler l'opinion en alléguant qu'il y a 500.000 Allemands prêts à rouler sur nous subitement, comme une avalanche. C'est pour conjurer la surprise, c'est pour opposer couverture à couverture qu'ils demandent le service de trois ans. *L'Humanité* a dénoncé ce que ses chiffres et ses hypothèses avaient de factice. Et le *Temps* est obligé d'avouer. Voici ce qu'il écrit : « En Allemagne, il n'y a pas de couverture au sens français du mot ; et c'est la totalité de l'armée active (moins le rideau qui fera face à la mobilisation russe) qui, pendant les quinze premiers jours, sera jetée sur la France comme force de premier choc. Or, cette force de premier choc, après la loi de 1913, atteindra au bas mot 500.000 hommes. Pendant les quinze premiers jours ! Et l'on essaie, depuis des semaines, de persuader à la France que c'est en quelques heures que ce bloc énorme sera précipité sur elle ! Mais quoi ! la France a-t-elle donc besoin de retenir ses citoyens trois ans à la caserne pour disposer, en quinze jours, de 500.000 hommes opposables à l'armée allemande de premier choc ? Par le développement de sa ligne de fortifications, par la création de camps retranchés, par une meilleure répartition du contingent et par la rapide mobilisation de sa réserve, elle disposera, dès les premiers jours, de la première force de premier choc bien supérieure. Et cela sans forcer le cadre de la loi de deux ans, en l'appliquant dans son esprit, mais bien plus sûrement encore en allant dans le sens des milices nationales.

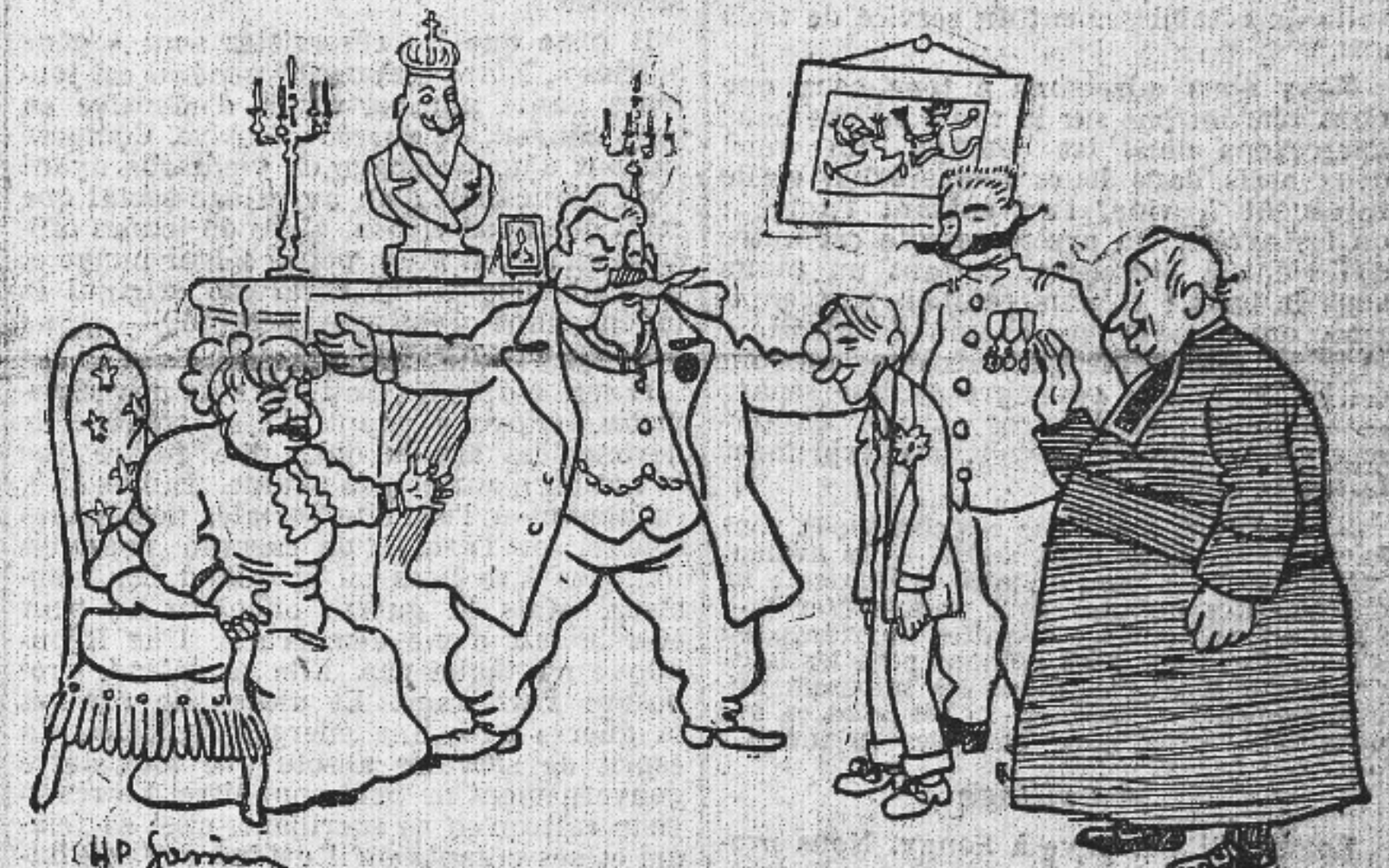
La lumière se fait tous les jours. Elle confondra la réaction stupide ou félonne. C'est à la démocratie, c'est au prolétariat à sauver la France, la raison et la paix.

JEAN JAURÈS.

L'AUTRE PROBLÈME

Le Conseil supérieur de la Guerre s'est prononcé : les trois ans, a-t-il dit, sont nécessaires. Nos patriotes s'inclinent. Ceux qui savent ne s'inclinent pas. Des officiers, des spécialistes ont dit et rediront ici les erreurs fondamentales de nos grands chefs, aux plumes blanches.

LE MANIFESTANT DE NICE



« Viens embrasser la douairière, tu as bien mérité de Dieu et de ton Roi ! »

sant anéantir son commerce, son industrie, sa civilisation.

Vraiment, ceux qui font chaque jour profession de défendre contre nous, contre nos « envies niveleuses », contre notre « haine irréfléchie » du capitalisme entreprenant, l'activité productive du pays, semblent en faire aujourd'hui bon marché.

Et quoi ? Dans toutes les régions de grande culture, retentissent les plaintes des cultivateurs. Les 45.000 ou 50.000 Belges qui viennent tous les ans dans la France du Nord, jusque vers les grandes exploitations de Brie ne sont plus qu'un appoint insuffisant.

Dans les mines, même situation. C'est M. de Peyerimhoff, le secrétaire du Comité des Houillères, qui, dans une remarquable conférence faite ces jours passés, déclarait qu'il n'est pas un directeur de charbonnages français qui ne soit prêt, du jour au lendemain, à embaucher de 15 à 20 % de personnel en plus. Lorsque la catastrophe de la Clarence est survenue, Marles et Bruay se disputaient immédiatement la manœuvre de la mine atteinte. Courrières, après 1906, devait chercher jusqu'en Bretagne, parmi les pêcheurs sardiens, affamés par la misère, les remplaçants des travailleurs qu'avait tués l'épouvantable explosion. An par an, c'est d'un effectif insuffisant de 3.000 à 5.000 ouvriers que les grands houillères parviennent à grand-peine à accroître leurs régiments. Vont-ils, devant les revers de l'autre armée ?

Dans l'industrie métallurgique, même situation. Et la soif d'ouvriers va devenir ici d'autant plus forte que les commandes vont succéder aux commandes, quand le nuage des 500 millions répandra sa pluie d'or sur toutes les usines. Le Creusot a besoin d'ouvriers. La manufacture de Saint-Etienne devra trouver peut-être 5.000 à 6.000 ouvriers au lieu de 2.000 à 3.000 qu'elle occupe actuellement. À l'heure actuelle, dit le dernier numéro de la *Revue Noire*, les usines métallurgiques de la Loire embauchent même les passementiers en chômage « qui ne s'entendent pas à attendre une reprise dans le tissage ».

Faut-il rappeler encore que dans le pays de Brie, en Meurthe-et-Moselle, les sociétés minières et métallurgiques ont dû recruter à l'étranger la plus grande partie de leur main-d'œuvre ? Faut-il rappeler que, d'après le recen-

sément de 1911, sur une population totale de 128.684 habitants dans le bassin de Brie, il y avait 45.883 étrangers ? Faut-il rappeler, avec M. Hollenger (*Le Pays de Brie*, p. XV, p. 80) qu'il n'y a actuellement que 18 mines ouvertes, et que, pour arriver à la production normale des 42 concessions déjà données, il faudra que la population de l'arrondissement arrive à 200.000 ou 250.000 habitants ? Où la trouvera-t-on ? À l'étranger, dans les pays à population dense, en Pologne, en Italie ? En Allemagne même ?

Si bien que pour avoir voulu prévenir, par l'encasement du peuple, une invasion hypothétique qu'il appartenait à la diplomatie infatigable de prévenir et rendre impossible par une détente franco-allemande, la France livrera son industrie, son commerce, son exploitation minière à une invasion d'autre sorte, également redoutée de nos chavirons.

Coincidence admirable ! C'est cette heure même, l'heure où 200.000 jeunes gens vont être ravis à l'activité productive de la nation, que choisissent nos nationalistes les plus ardents pour réclamer de nouvelles mesures contre les ouvriers étrangers. Hier, a été distribué à la Chambre un amendement de M. Pugliesi-Conti qui « établit une taxe annuelle de 125 francs sur chaque ouvrier, employé, serviteur de nationalité étrangère travaillant en France ». Ainsi les industriels et les commerçants de France, affamés de main-d'œuvre, se verraient ravir les jeunes énergies françaises par les années de caserne, pendant que les taxes ou les mesures prohibitives les priveront du labour étranger.

Et cependant, il est unanimement reconnu que, malgré le bel essor présent, la France ne parvient que difficilement à suivre dans leur vigoureuse prospérité les grandes nations industrielles modernes. Il est unanimement reconnu que pour mettre en valeur son immense empire colonial, pour maintenir son rang sur les marchés du monde, un grand et méthodique effort de toute la nation est indispensable.

Le pays qui travaille, le pays qui raisonne, le pays qui produit, le pays qui fait œuvre de civilisation va-t-il se laisser mener à l'abîme par l'abominable campagne d'affolement de la réaction nationaliste ?

ALBERT THOMAS.

Enquête chez les Intéressés

A TRAVERS LES CAMPAGNES DE LA NIÈVRE

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)

Decize, 10 mars. — A 250 kilomètres de Paris, tout change. Le tumulte qui emplit la capitale ne nous assourdit plus. Enfin, on n'entend plus ici ces cris, ces clameurs d'hommes réclamant des millions et des armes ; cent et cent mille soldats de plus, des fusils, des canons.

À Paris, on a lié dès le début ces deux propositions : — Les Allemands menacent la France. — Il faut que la France renforce ses armements. Dans cette partie de la campagne nivernaise que je viens de parcourir, on parle de l'augmentation des armements, de la prolongation du temps de service militaire ; mais il n'est pas question de l'invasion allemande.

Je ne me suis arrêté au chef-lieu du département que pour y prendre un guide. Au siège de la Fédération socialiste, je trouve une nombreuse assemblée de maires, de conseillers municipaux, de militaires venus à l'occasion d'une foire. Tous s'entretiennent de conseils de révision, en pleine période de conseil de révision. Les édiles ruraux se moquent des récits qu'on publie à Paris sur l'enthousiasme des paysans ; ils citent des faits et rapportent des mots qui contredisent les té-

moignages publiés par les journaux de la capitale. Je pourrais recueillir leurs protestations ; mais ce ne sont pas les élus, personnes intéressées, que je désire interroger ; je veux voir et je veux entendre les intéressés eux-mêmes. Loïn du centre je me ferais une impression plus nette ; les sentiments dont je pourrais recueillir l'expression seraient, je crois, plus significatifs ; et mon enquête ne sera pas suspecte.

À la Bourse du Travail, boutique aux murs tapissés d'affiches rouges, je trouve le secrétaire fédéral Boudoux, en train de donner consultation, si l'on peut dire, à trois camarades venus de points différents du département. Il y a là un bûcheron, un ouvrier de la mine, un ouvrier d'une usine de produits chimiques (4). Et c'est, connaissance faite, à qui se mettra à ma dis-

(1) La Fédération des syndicats ouvriers de la Nièvre compte aujourd'hui 3.000 adhérents, parmi lesquels figurent 2.000 bûcherons. Les mineurs exploitent les carrières de gypse, ceux qui exploitent les gisements de houille, les ouvriers des usines où l'on travaille le bois pour en extraire des produits chimiques et les ouvriers des forges complètent l'effectif de la jeune fédération.